



## ***Letter to Child Care Advocates***

*CCAAC / ACPSGE Ottawa 27 Jan 06*

Dear Child Care Advocates,

While Monday's election results represent a setback for child care and for progress on many other social equity and justice issues that matter to Canadians, the minority government is a fragile one. The minority government will need to rely on combinations of three other parties – the Bloc, the NDP and the Liberals – who all support funding child care programs.

While only 36% of Canadians voted for the Conservative minority government, a solid majority of Canadians – 64% voted for parties who support funding early learning and child care programs.

While the government may have changed, our mission stays the same: to work together for the right of all children to access a publicly funded, non-profit, inclusive, high quality child care system. We will continue to advocate for our goals even as the boxes are being unpacked in the Prime Minister's Office. We are proud of the efforts our community - parents, grandparents and advocates - has made during the election and are confident that these efforts will continue.

Today we are beginning to develop our strategy to ensure that all the work that has been invested in establishing a national child care program will not be undone. We will be counting on you to contribute to our collective work.

These are some preliminary thoughts for consideration:

1. This is a fragile minority government without a clear mandate for undoing the intergovernmental work put in place by the previous federal government. (Note that this was the federal government, not the Liberal party.)
2. There are several strong advocates for child care among the opposition caucuses.
3. Canceling the child care agreements will not signal that this is a minority government willing to work cooperatively.
4. We will be looking for very strong opposition statements – certainly from the Liberals and New Democrats – that maintaining the existing child care agreements is a “bottom line” for maintaining a government.

We will soon be sending an open letter to the new prime minister, pointing out that reneging on the child care funding previously committed in the federal budget will deepen the child care crisis. It will mean that provincial plans to expand and improve child care – plans that could support 250,000 funded child care spaces by 2007 – will be in jeopardy. The child care crisis will deepen, the quality of under funded programs will continue to be a problem and access will remain restricted to the lucky few.

Once again, we will deliver the message that the cash allowance (as little as \$1 a day for some parents)—more comparable to the old “baby bonus” than to a real child care program—will neither create services nor provide significant help with the costs of child care, even unregulated care.

Our message is that our struggle is not over. We’ve had setbacks before. But our commitment is clear: in the coming weeks and months, for whatever the duration of the Harper government, we will work with new allies and redouble our efforts to secure the right of all children to quality child care.

Sincerely,  
Debra Mayer and Jamie Kass  
Co-chairs, Child Care Advocacy Association of Canada

---

Chers défenseurs des services de garde,

Les résultats de l’élection tenue lundi représentent un recul pour les services de garde de même que pour beaucoup d’autres questions afférentes à l’équité et à la justice sociale auxquelles tiennent les Canadiens et Canadiennes. Mais il faut voir que le gouvernement élu est minoritaire donc fragile. Pour conserver le pouvoir, il devra compter sur l’appui combiné des trois autres partis, le NPD, les Libéraux et le Bloc, lesquels sont tous en faveur de financer les services de garde à l’enfance.

Seulement 36 p. cent de la population canadienne a voté pour ce gouvernement conservateur minoritaire. Une bonne majorité, soit 64 p. cent, a voté pour des partis qui appuient l’octroi de fonds publics aux services éducatifs et de garde à l’enfance.

Le gouvernement a changé mais notre mission demeure la même : travailler ensemble pour faire en sorte que tous les enfants aient accès à un système de services de garde de qualité, sans but lucratif, inclusif et financé par l’État. Nous allons continuer de militer en faveur de nos objectifs et ce, alors même qu’on s’affaire à vider les boîtes dans les nouveaux bureaux du Premier ministre. Nous sommes fiers des efforts déployés par notre communauté : parents, grands-parents, militantes et militants, au cours de cette campagne électorale et nous sommes confiants que ces efforts persisteront.

Dès aujourd’hui, nous travaillons à l’élaboration d’une stratégie pour nous assurer que tout le travail réalisé à ce jour pour instaurer un programme national de services de garde ne soit pas défait. Nous comptons sur vous pour participer à cet effort collectif.

Voici quelques idées préliminaires pour alimenter la réflexion :

1. Le gouvernement minoritaire en place est fragile et n’a pas le mandat de défaire les travaux intergouvernementaux réalisés par le gouvernement fédéral précédent (à noter : il s’agissait du gouvernement fédéral et non pas du Parti Libéral).
2. Les caucus des partis d’opposition comptent plusieurs fervents partisans des services de garde.
3. Annuler les accords sur les services de garde ne démontrerait pas la volonté de ce gouvernement minoritaire de travailler dans un esprit de collaboration.
4. Nous allons insister auprès des partis d’opposition, assurément auprès du NPD et des

Libéraux, pour qu'ils déclarent sans ambages que maintenir les accords sur les services de garde est un facteur décisif pour assurer le maintien du gouvernement.

Nous adresserons sous peu une lettre ouverte au nouveau premier ministre pour lui rappeler que la remise en cause du financement consenti aux services de garde dans le dernier budget fédéral accentuera la crise des services de garde. Cela compromettrait les plans adoptés par les provinces pour accroître et améliorer leurs réseaux de services de garde, des plans pouvant nous assurer de quelque 250 000 places subventionnées d'ici 2007. La crise des services de garde s'aggravera, la qualité des services de garde sous-financés continuera à être un problème et l'accès aux services de garde sera réservé aux seuls privilégiés.

Encore une fois, nous réitérerons notre message à l'effet que l'allocation financière prévue par les Conservateurs (aussi peu qu'un dollar par jour pour certains parents) – une mesure s'apparentant davantage à une allocation familiale qu'à un véritable programme de garde d'enfants – ne parviendra pas à créer de nouveaux services de garde ni à fournir une aide financière significative pour couvrir les coûts d'un service de garde; et ce, même dans le secteur non réglementé.

Le combat n'est pas terminé. Voilà notre message. Des reculs, nous en avons connus dans le passé. Mais notre engagement est clair. Dans les semaines et les mois qui viennent, quelle que soit la durée du gouvernement Harper, nous allons travailler avec de nouveaux alliés et redoubler d'effort pour garantir à tous les enfants le droit à des services de garde de qualité.

Recevez l'expression de nos meilleurs sentiments,

Debra Mayer et Jamie Kass

Coprésidentes du Conseil des défenseurs des services de garde

Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance